

# **ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

RESTRICTED

**WT/TPR/G/133**

24 mai 2004

(04-2117)

**Organe d'examen des politiques commerciales**

Original: français

## **EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

**MALI**

### **Rapport du gouvernement**

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement du Mali est reproduite ci-après.

---

**Note:** Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur le Mali.



## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. SITUATION PHYSIQUE ET INSTITUTIONNELLE DU PAYS	7
(Situation géographique, superficie, densité, découpage géographique nationale, climat, population, taux de natalité, de mortalité, nature du régime politique (laïque, démocratique et pluraliste), appartenance aux organisations internationales (ONU, UEMOA, CEDEAO, OHADA, OMC))	
II. PRÉSENTATION DU CADRE SOCIO-ÉCONOMIQUE	7
1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	7
2) INDICATEURS MACROECONOMIQUES	7
3) INDICATEURS SOCIAUX	9
III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES	9
A) ANALYSE DES POLITIQUES SECTORIELLES	10
1) SECTEUR RURAL	10
a) Agriculture	10
b) Élevage et de la Pêche	12
2) SECTEUR INDUSTRIEL	12
3) SECTEUR MINIER	13
4) SECTEUR TOURISTIQUE	13
5) SECTEUR DE L'ÉNERGIE	15
6) SECTEUR DE LA COMMUNICATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	15
7) SECTEUR DES TRANSPORTS	16
8) SECTEUR INFORMEL	16
B) ANALYSE DU CADRE DE FORMULATION ET DE MISE EN ŒUVRE DE PRATIQUES COMMERCIALES	17
<i>Objectifs généraux et spécifiques de la politique commerciale</i>	17
<i>Les instruments de la politique commerciale</i>	17
Mesures législatives et réglementaires	18
- Commerce intérieur et extérieur	18
- Politique de la concurrence	19
- Fiscalité intérieure	19
Mesures tarifaires	20
<i>Les accords cadres de la politique commerciale</i>	20
Les accords commerciaux bilatéraux	20
Les accords commerciaux régionaux	20
Les accords commerciaux multilatéraux	21
1) ENGAGEMENTS DU MALI A L'OMC	21
a) commerce des marchandises	21
b) commerce des services	21

	<i>Page</i>
c) aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	21
2) LES OBLIGATIONS	21
a) notifications	21
b) examen de politique commerciale	22
3) PARTICIPATION AUX ACTIVITES DE L'OMC	22
<i>Assistance technique liée au commerce</i>	22
- Cadre Intégré (Objectifs et résultats attendus)	22
- Programme Intégré (JITAP) (Objectifs et résultats attendus)	22
- Loi américaine sur la croissance et les opportunités	22
IV. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS	23
V. CONCLUSION	23
LISTE DES ACRONYMES	5

---

### **LISTE DES ACRONYMES**

DNCC : Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence.

MICA : Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.

MICT : Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Transports.

MEF : Ministère de l'Economie et des Finances.

SG : Secrétariat Général.

PMA : Pays les Moins avancés.

JITAP : Programme Conjoint d'Assistance Technique au commerce.

CNUCED : Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement.

CCI : Centre International du Commerce.

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement.

FMI : Fonds Monétaire International.

UEMOA : Union Economique Monétaire Ouest Africaine.

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique Occidentale.

OHADA : Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires.

BOAD : Banque Ouest Afrique de Développement.

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique Occidentale.

TCI : Taxe Conjoncturelle d'Importation.

TDP : Taxe Dégressive de Protection.

R S : Redevance Statistique.

PCS : Prélèvement Communautaire de Solidarité.

PVI : Programme de Vérification des Importations.

TEC : Tarif Extérieur Commun.

AGOA : Loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique.

PDSC : Politique de Développement du Secteur Coton

DNSI : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique.

PPTE : Pays Pauvre Très Endetté.

CSLP : Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.

CILSS : Centre Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel.

---



## **I. SITUATION PHYSIQUE ET INSTITUTIONNELLE**

1. Situé au cœur de l'Afrique Occidentale, le Mali est un pays enclavé avec comme voisins frontaliers: l'Algérie, la Mauritanie, le Sénégal, la Guinée Conakry, la Cote d'Ivoire, le Burkina Faso et le Niger. Il s'étend sur une superficie de 1. 241. 000 km.<sup>2</sup> La population a été évaluée en 2001 à environ 11,7 millions d'habitants avec une prédominance du sexe féminin (51%). Bamako est sa capitale. La densité fait 9,4 habitants au Km<sup>2</sup> et le taux de croissance de la population de l'ordre de 2,3% l'an. La population est inégalement répartie sur le territoire national. Le sud moins étendu est fortement peuplé à cause de l'existence de la terre arable et d'une pluviométrie relativement bonne. Le Nord, très vaste est d'une densité très faible à cause d'un climat aride et semi aride. Le découpage administratif fait ressortir huit régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal) et le District de Bamako. Le pays compte 703 communes. Il est divisé en trois zones climatiques, du sud au nord: la zone soudanienne, la zone sahélienne et la zone saharienne. Les précipitations sont importantes dans le sud du pays et diminuent au fur et à mesure que l'on remonte vers le nord.

2. Conformément à la Constitution de 1992, le Président de la République est le chef de l'État. Il est élu au suffrage universel pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois. Le Président actuel Amadou Toumani TOURE est à son premier mandat. Il a été investi le 8 juin 2002. Le Président de la République nomme le Premier Ministre qui est le chef du gouvernement.

3. Le Mali, pays souverain et fidèle à sa constitution est membre de plusieurs organisations internationales et régionales (ONU, OMC, UA, OHADA). Il est également membre d'organisations sous régionales d'intégration ayant pour objectif le développement des relations économiques et commerciales: UEMOA, CEDEAO, Liptako Gourma, CILSS, CEN-SAD etc..

## **II. PRÉSENTATION DU CADRE SOCIO- ÉCONOMIQUE**

### **1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE**

4. Depuis son premier examen de politique commerciale en 1998, l'économie malienne reste sujette à beaucoup de facteurs qui jouent sur sa politique de développement. Parmi ces facteurs, les plus importants sont entre autres:

- le facteur climatique caractérisé par une pluviométrie irrégulière d'une année à l'autre et dont le niveau influe sur la production;
- l'environnement international dont les paramètres sont difficiles à maîtriser. Il s'agit entre autres de la détérioration des termes de l'échange, des fluctuations monétaires, de l'instabilité politique etc.

Tous ces facteurs ont une influence négative sur les variables macroéconomiques.

### **2) INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

5. Le secteur primaire est le socle de l'économie du Mali. Ses activités occupent 80% de la population active. L'agriculture y tient une place prépondérante et procure l'essentiel des produits vivriers (mil, riz, maïs, sorgho, arachide etc). Le coton est le principal produit d'exportation agricole. Il existe de grandes potentialités dans les domaines de l'élevage, de la pêche, de la sylviculture et de la cueillette. Le taux de croissance du secteur au courant de l'année 2003 a été évalué à 3,7%.

6. Le secteur secondaire (industrie, mines etc) déjà très fragile s'étiole avec l'ouverture du marché intérieur à la concurrence. Son taux de croissance pendant l'année 2002 a été évalué à -2,6%.

7. Le secteur tertiaire a connu en 2003 une activité qui a progressé de l'ordre de 5,9% par rapport à l'année 2002. Ce progrès s'explique par le regain de dynamisme de la branche des télécommunications. La croissance dans le domaine des télécommunications est liée au développement de la téléphonie mobile. Les activités de transports ont été marquées par le basculement des marchandises vers d'autres ports de la sous région suite à la crise ivoirienne.

8. Après plusieurs années d'efforts de réformes et d'ajustement macroéconomique, le Mali n'a toujours pas atteint le niveau de développement économique et social qui lui permet de répondre aux besoins essentiels de la majorité des populations.

9. Le PIB par habitant a été évalué en 2003 à 166 300 Fcfa soit 255 Euros. Son taux de croissance en 2003 a été estimé à 5,6%. Le Mali fait partie des pays à revenu faible, il est retenu dans la classification générale des pays les moins avancés (PMA). Selon l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à la même date, notre pays fait partie des pays les plus pauvres parmi les pays les moins avancés et occupe la 172<sup>ème</sup> position sur 175 pays. Plus de 64% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté.

10. Conformément au rapport du 4<sup>ème</sup> trimestre 2003 du Comité National de Politique Économique sur la situation économique et financière du Mali, le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 1,3 % en 2003 contre 5 % en 2002.

11. En matière de finances publiques, le solde global, dons inclus et avant moratoire de paiement, s'est établi à -17,3 milliards de F.CFA en fin décembre 2003 contre -89,6 milliards de F.CFA prévus et -83,8 milliards de F.CFA réalisés une année plus tôt.

12. L'encours de la dette extérieure s'élève à 1673,8 milliards de Fcfa en 2003 et représente environ 67,1% du PIB. Le Mali a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE renforcée en 2003 et pourrait bénéficier d'un allègement d'environ 675 millions de dollars US sur le service de sa dette extérieure.

13. Pendant la même période, la balance commerciale est restée globalement déficitaire. Un niveau de déficit record a été enregistré en 2001. Cela résulte de la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) et des élections présidentielle et législative.

14. Le volume important des importations en 2001 a eu comme conséquence une diminution des importations en 2002. Au même moment, il a été enregistré une augmentation sensible des exportations due essentiellement à l'or. Cela a fait de l'année 2002, une année d'exception avec un déficit très réduit de la balance commerciale. Le constat à travers l'évolution de la série statistique ci-dessous montre que les importations ont progressé moins rapidement que les exportations en 2002.

En milliards de Fcfa

Année	1998	1999	2000	2001	2002
Import (c.a.f.)	498	507,23	573,52	724,95	646,77
Export (f.a.b.)	348,34	351,57	373,64	523,10	603,25
Solde	-149,66	-155,66	-199,88	-201,85	-43,52

15. Le solde courant de la balance de paiement hors don rapporté au PIB en 2002 est de -10,9 % et de -7,6% en 2003.



### 3) INDICATEURS SOCIAUX

16. Selon le rapport de la première année de mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) les indicateurs sociaux se présentent comme suit:

- sur le plan de la santé, le niveau d'atteinte des objectifs en matière de couverture sanitaire est moyennement satisfaisant. Par contre, d'autres indicateurs du système sanitaires liés entre autres aux facteurs socio- culturels notamment la faiblesse quantitative et qualitative des ressources humaines et l'insuffisance de leur motivation demeurent un problème majeur. En année 2003, le pourcentage de population ayant eu accès aux structures sanitaires dans un rayon de 15 kilomètres a été évalué à 73 %. Pendant cette même période, le taux de couverture vaccinale DTCP3 chez les moins de 1 an est estimé à 75% ;
- concernant l'éducation, on constate la persistance de la faible qualité du système éducatif en dépit de l'amélioration du ratio élève /maître qui se chiffre à 61% en 2002. Il y a une insuffisance de salles de classes et des professeurs dans les Instituts de Formation des Maîtres. L'objectif de recrutement de 2500 enseignants par an est loin d'être atteint. Le taux d'alphabétisation des adultes ou éducation spéciale est très faible (34% en 2003). Le taux brut de scolarisation au niveau du 1<sup>er</sup> cycle de l'école fondamentale est estimé environ à 68, % en 2003.
- la pression démographique, la pauvreté, la pollution et les coûts des infrastructures tendent à diminuer l'accès à l'eau potable. Pour ces raisons les maladies liées à l'eau sont fréquentes. Les actions menées dans le secteur courant 2002-2003 ont révélé 24 562 points d'eau modernes dans 20.512 localités sur le territoire national., ce qui a permis d'estimer le pourcentage de villages bénéficiant d'au moins un point d'eau moderne à 84% et celui des populations disposant d'eau potable à 61,6%.

17. De façon générale, les objectifs macro-économiques consignés dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté visent la mobilisation de l'épargne publique et privée pour porter le taux d'investissement à 25 % au moins sur la période 2003-2007. Ce qui devrait permettre d'atteindre un taux moyen de croissance, en terme réel, de l'ordre de 6% à partir de 2004, soit 9% en tenant compte de l'inflation qui n'excédera pas 3%.

18. Pour atteindre ces objectifs, la priorité sera de développer les secteurs porteurs de croissance et d'emploi en mettant l'accent sur le secteur rural. A cet effet, les axes prioritaires à considérer seront:

- la promotion des investissements et le développement du secteur privé;
- le développement des infrastructures de base;
- le développement et la valorisation des ressources humaines;
- la rénovation du cadre politique, la bonne gouvernance et la décentralisation.

### III. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES

19. Le domaine de pertinence de la politique commerciale reste l'économie tout entière qui est un tout indivisible. Une analyse complète d'une telle politique nécessite, compte tenu de l'interdépendance des phénomènes économiques, une meilleure compréhension des politiques menées au niveau des secteurs qui ont un potentiel d'offres exploitables ou un effet induit sur le commerce.

## A) ANALYSE DES POLITIQUES SECTORIELLES

20. Les efforts actuels du gouvernement du Mali s'inscrivent dans la dynamique du modèle de développement prônée par notre pays depuis bientôt quelques années. Il s'agit de poursuivre le désengagement de l'État dans certains secteurs clés au profit du secteur privé conformément aux objectifs fixés dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté. Cette situation confère à ce secteur, une responsabilité nouvelle et un rôle prépondérant dans l'activité économique nationale. Ainsi, l'État, conformément à cet esprit, se désengage progressivement de certains maillons en faveur du secteur privé. Pour cette raison, plusieurs sociétés et entreprises d'État ont été privatisées où sont en cours de l'être.

21. Le Conseil des Ministres du 16 juin 1999 a adopté un plan d'action de la réforme des entreprises publiques pour la période 1999-2002. Ce plan d'action avait pour objectif de réduire le nombre des entreprises publiques non bancaires dans le portefeuille de l'État de 33 à 18 entre 1998 et 2002.

22. L'exécution de ce plan d'action donne la situation suivante des entreprises en cours de privatisation. Il s'agit de : l'HUICOMA, l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP), les Aéroports du Mali, la SOTELMA, la BIM-SA, la CMDT et la COMANAV.

23. Si dans certaines sociétés, l'État a cédé entièrement ses parts, dans d'autres par contre, il est présent avec une participation minoritaire. La résultante de toutes ces actions visent à soutenir des mesures de libéralisation commerciales destinées à stimuler la production dans les différents secteurs et d'accroître la confiance des milieux internationaux dans l'économie.

### 1) SECTEUR RURAL

24. Le secteur rural, avec une part prépondérante d'environ 45% dans le produit intérieur brut occupe une place importante dans l'économie. La politique de développement et de libéralisation est définie par le schéma Directeur du Développement Rural. Les objectifs assignés au secteur du développement rural à l'horizon 2010 s'inscrivent dans les objectifs généraux de développement et de lutte contre la pauvreté au Mali qui sont:

- augmenter la contribution du secteur à la croissance économique du pays par l'accroissement durable du volume de la production agricole et alimentaire;
- renforcer la sécurité et l'autosuffisance alimentaire en créant un environnement économique social et institutionnel du secteur rural favorable à la production durable de biens et services par des acteurs motivés et organisés;
- améliorer les revenus et les conditions de vie des populations rurales par la promotion des filières agroalimentaires et des services financiers d'intermédiation appropriés, et par l'accès aux services sociaux et agricoles de base;
- protéger l'environnement et assurer une meilleure gestion des ressources naturelles par le développement d'un corps de lois, règlements et d'institutions impliquant la participation de tous les acteurs et le renforcement des capacités des acteurs.

#### a) Agriculture

25. L'agriculture constitue l'épine dorsale de notre économie. Elle a représenté 33,8 % du PIB au cours de la campagne 2002/2003. Elle reste fortement tributaires des aléas climatiques.

26. Pour améliorer le développement agricole, le Gouvernement envisage l'aménagement de près de 50.000 d'hectares d'ici 2007 et la construction de barrages.

27. La réalisation de ces aménagements permettra d'augmenter considérablement la production de sucre, de riz, des fruits et légumes. Il est prévu aussi une politique de vulgarisation des semences adaptées aux conditions climatiques locales pour les céréales sèches comme le mil, le sorgho et le maïs.

28. Pour le cas spécifique des fruits et légumes et certains produits de cueillette, l'objectif à terme est de créer de la valeur ajoutée donc des emplois par la transformation, la commercialisation et le transport.

29. Concernant le coton, il constitue la principale production agricole de rente au Mali et occupe directement près de 3 millions de personnes. Le secteur cotonnier apparaît donc comme le premier pourvoyeur d'emplois. Le coton représente environ 14% du PIB au Mali et fournit 98,8% des recettes d'exportation agricole.

30. A côté des emplois liés à sa culture, le coton, de par ses effets induits, génère de nombreux autres emplois dans les usines d'égrainage, de textiles, les huileries et fabrique d'aliment bétail, le transport et l'artisanat.

31. Le développement de la culture du coton a contribué à l'aménagement des infrastructures dans les zones rurales par la construction des pistes rurales, des ponts, des points d'eau potable, des écoles, des centres de santé et autres infrastructures communautaires. La culture du coton contribue également à l'autosuffisance alimentaire par la promotion des cultures vivrières qu'elle assure.

32. Toutes ces actions ont contribué à améliorer les conditions de vie des populations vivant dans ces régions et favorisé leur intégration dans le processus de développement économique et social.

33. La production d'huile de coton et de savon limite les importations de ces produits avec une incidence positive sur la balance des paiements.

34. Le tourteau de coton joue un rôle important dans l'alimentation du cheptel.

35. Ces différents éléments montrent à suffisance la dépendance de l'économie malienne du coton et témoigne du coup l'intérêt affiché par le Gouvernement du Mali à la recherche de solution aux distorsions dont est sujet ce produit dans le commerce international. A cause des subventions (soutiens internes et subventions à l'exportation), le Mali, entre 1997 et 2002, a perdu en moyenne 30 millions de dollars par an soit environ 18 milliards de Fcfa sur ses recettes d'exportation de coton.

36. L'importance qu'occupe ce produit dans les exportations d'une part et dans l'économie nationale d'autre part oblige les responsables à la réorganisation de cette activité.

Ainsi, la Lettre de Politique de Développement du Secteur Coton (PDSC) a été adoptée par le Gouvernement le 06 juin 2001 et son plan d'action révisé le 05 novembre 2003. Ce plan a pour objectif général l'accroissement de la contribution de la filière coton au développement économique et social du pays. Ses objectifs spécifiques sont:

- assurer le financement et le bon déroulement de la campagne 2003/2004;
- assurer le bon fonctionnement de la CMDT pendant la période transitoire;
- réaliser la privatisation de la CMDT et de l'HUICOMA;

- assurer les fonctions essentielles d'accompagnement en vue de la libéralisation de la filière à terme;
- renforcer les capacités des producteurs pour un rôle accru dans la filière.

**b) Élevage et pêche**

37. L'élevage occupe une place importante dans notre économie. Le bétail est le troisième produit d'exportation après l'or et le coton. 70% de la surface du territoire se prêtent à l'élevage. Cette activité fait vivre 30% de la population. Le cheptel est composé de bovins, d'ovins et caprins, de camelin, d'équins, de porcins et de volaille.

38. Le bétail est le troisième produit d'exportation après l'or et le coton. Le Mali exporte des animaux sur pied vers les pays voisins au lieu de la viande. Le manque d'infrastructures de transformation, de transport explique cette situation qui empêche au pays de tirer meilleur profit de son cheptel.

39. Sur les marchés de la sous région, la viande sahélienne se trouve confronté à la concurrence de la viande subventionnée européenne et sud américaine qui affecte considérablement sa compétitivité.

40. Depuis l'indépendance jusqu'aux années 1970, la pêche occupait une place de choix dans les exportations du Mali. Elle a connu un recul suite aux années de sécheresse à répétition. Aujourd'hui avec une production annuelle estimée à 100.000 tonnes, elle suscite un regain d'intérêt des autorités avec l'organisation de la journée de la pêche présidée par le Chef de l'État en personne.

**2) SECTEUR INDUSTRIEL**

41. Le secteur industriel est l'un des maillons faibles de notre économie. Conformément à la Déclaration de Politique Générale du Premier Ministre, la politique d'industrialisation que l'État envisage de mettre en place sera axée sur l'augmentation rapide de la contribution de ce secteur à la croissance économique. L'objectif d'ici 2007 est de porter les emplois industriels de 14.000 à 30.000 et l'augmentation de la part du secteur industriel dans le PIB de 8% à 12 %. De façon générale, les actions visent à promouvoir l'industrialisation et à accroître la production industrielle, tout en renforçant la compétitivité des entreprises et en diversifiant les pôles de développement industriel.

42. La stratégie adoptée est de promouvoir le développement des PME/PMI porteuses de croissance et créatrices d'emplois dans les secteurs où le pays dispose d'avantages comparatifs notamment l'agro-industrie et les textiles. Une unité de filature FITINA-SA a ouvert ses portes le 21 février 2004. L'ITEMA qui était à l'arrêt depuis plusieurs années est en phase de reprendre ses activités d'ici fin 2004.

43. Il existe au niveau de la Commission de l'UEMOA, un vaste programme régional d'industrialisation pour la transformation locale de 25% de la production de coton fibre d'ici l'horizon 2010. La réalisation de ce programme contribuera à l'augmentation de l'apport du secteur industriel en général à la création de richesse et d'emplois dans la sous région ouest africaine.

44. L'État projette la diversification de tissu industriel en étendant le bien durable. Toutefois, cela nécessite au préalable la mise en place d'un programme de formation professionnelle et le renforcement des infrastructures de base y compris l'aménagement des zones industrielles.

45. Les objectifs spécifiques de la politique industrielle du gouvernement visent:

- le développement du sous secteur textile avec la création d'au moins quatre unités de filature afin de porter le taux de transformation de coton fibre à environ 8% contre seulement 0,8% actuellement sur une période de 5 ans allant de 2002 à 2007;
- la concrétisation du projet industriel de production de sucre afin de créer un nouveau pool de développement industriel dans le pays et de couvrir au moins les besoins nationaux;
- la relance de la production de ciment, de chaux et de marbre sur le site de Diamou.

### 3) SECTEUR MINIER

46. Troisième producteur d'or après l'Afrique du Sud et le Ghana, le Mali a réalisé au cours des cinq dernières années des performances remarquables. Du reste, au cours de l'année 2002, avec la mise en place de nouvelles mines d'or, Sadiola (1997), Morila (2000), Yatela (2001), la part de l'activité minière de 1998 à 2002 est passée de 6,3 à 15,1% du PIB. Pendant la même période, la production d'or est passée de 20,5 à 63,7 tonnes. Cette forte croissance de l'activité minière n'a pas eu d'effet d'entraînement important sur le reste de l'économie.

47. Pour la période 2003-2007, l'État envisage l'aménagement des petites et moyennes exploitations minières à Tabakoto, Ségala, Loulo etc. le potentiel de ces sites est estimé à 500 tonnes d'or. Le plan d'action de l'État prévoit des mesures visant à consolider l'apport de ce métal qui représente depuis 1999 le premier produit d'exportation.

48. L'État envisage également de développer et de diversifier les ressources minières en améliorant l'environnement réglementaire du secteur. Il prévoit d'entreprendre des travaux de recherche pétrolière, de mettre en place un mécanisme régulier de suivi, de contrôle et d'évaluation des activités et projets miniers et pétroliers, d'encadrer et d'organiser l'artisanat minier et de renforcer la capacité des acteurs. L'État se fixe en plus comme tâche d'identifier les causes des phénomènes géologiques existant en certains endroits du pays, d'assainir le marché des hydrocarbures.

49. En plus de l'or et du pétrole, l'État s'engage à entreprendre des recherches sur le gaz, les métaux de base (le cuivre, le plomb, le zinc, le nickel), les minéraux industriels (la chaux, les argiles, les phosphates et le gypse), les matériaux de construction (les argiles, les marbres) et les pierres précieuses. Il sera procédé aussi à l'adoption d'un code pétrolier.

### 4) SECTEUR TOURISTIQUE

50. Le Mali a un grand potentiel touristique notamment le tourisme de loisirs à destination du Pays Dogon, Tombouctou, Djenné, Gao, Mopti, Ségou, Sikasso, Kayes, Kidal. Le tourisme est la première source de recettes d'exportations des services évaluées à 90 Millions de dollars.

51. Ce potentiel est difficilement exploitable en raison de la faiblesse des infrastructures de communication et d'accueil, du manque de professionnalisme des acteurs concernés, du coût du transport international à destination du Mali ainsi que des difficultés liées au système de transport domestique, qu'il soit terrestre, fluvial ou aérien.

52. Le Mali a accueilli en 2001, 94.300 touristes; 95.851 en 2002 et 97.346 en 2003. Le nombre de nuitées est passé de 115.160 touristes en 2002 à 196.118 en 2003. D'une façon générale, 60% des

touristes de loisirs visitent le Pays Dogon, Tombouctou, Djenné, Mopti et Gao; 10% la région de Sikasso; 7% celle de Ségou; 2% en direction de Kayes et 1% la région de Kidal.

53. 25% des touristes d'affaires visitent Bamako et ses environs, Sélingué et le pays Mandingue etc.

54. Afin de privilégier le développement du secteur du Tourisme, le Gouvernement a adopté le 3 Juin 2002 la loi N°02- 015 du 03 Juin 2002 qui offre des avantages spéciaux aux entreprises touristiques tels que:

- l'exonération de la patente;
- l'exonération de la taxe sur les bénéfices commerciaux;
- l'exonération des droits de douanes sur les équipements.

55. Outre cette disposition, l'environnement institutionnel et réglementaire en faveur du tourisme a été marqué par l'adoption de différents décrets tels que:

- le Décret N°96-128 P- RM du 18 Avril 1996 portant réglementation de l'agrément et de l'exploitation des établissements de tourisme;
- le Décret N°96-144 P- RM du 03 Mai 1996 fixant les conditions d'exercice des professions d'organiseurs de voyages et de séjours;
- le Décret N°96-030 P- RM du 25 Janvier 1996 fixant les formalités administratives de création d'entreprises;
- le Décret N°96-129 P- RM du 18 Avril 1996 fixant les conditions d'exercice de la profession de guide de tourisme.

56. L'aménagement des sites d'intérêts touristiques, la Promotion Extérieure (participation aux manifestations internationales: Foires, Salons, Conférences et autres Rencontres professionnelles), l'appui au Secteur de l'Hôtellerie et de la Restauration, l'appui aux Agences de Voyages, la formation du personnel de l'Administration, du secteur privé y compris des guides du Tourisme, sont les engagements spécifiques principaux du Mali au titre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS).

57. Dans le cadre du tourisme, l'État a élaboré un plan d'action qui vise la promotion des produits artisanaux en vue de leur écoulement sur le marché national et international. Ce plan vise également la diversification des activités et la mise en place d'un système fiable de collecte et de traitement des données statistiques.

58. L'objectif que se fixe le gouvernement est d'accroître considérablement la fréquentation de la destination Mali d'ici à l'an 2007. Cela doit passer par la mise en place d'un plan d'orientation stratégique de développement en cours d'élaboration dont les objectifs seront:

- diversifier et consolider la qualité de l'offre;
- développer la formation professionnelle;
- encourager l'initiative et les investissements privés nationaux et étrangers;
- développer la coopération du secteur privé et la collaboration avec les autres partenaires;

- renforcer la structure administrative en charge du tourisme etc.

## **5) SECTEUR DE L'ENERGIE**

59. Le gouvernement a mis en concession le service public d'électricité et d'eau. Cette concession comporte un programme d'extension du réseau de distribution interconnecté jusqu'à Sikasso en passant par le bassin rizicole de l'Office du Niger. Cette extension permettra l'interconnexion avec la Côte d'Ivoire, ce qui s'inscrit dans le cadre du programme d'échange énergétique de la CEDEAO.

60. L'objectif visé à travers cette politique d'extension des capacités est de porter le taux de desserte de la population en électricité de 8 à 20% en 2007 et d'œuvrer dans le sens de la réduction rapide des tarifs d'eau et d'électricité.

61. Pour les populations situées en dehors du tracé électrique, les énergies dites nouvelles et renouvelables seront développées pour leur besoin. La stratégie sera basée sur la promotion et la diffusion des technologies solaire, éolienne et de biomasse. Le gouvernement a institué une agence spécialisée pour le développement de l'énergie domestique et de l'électrification rurale.

62. Dans le sous secteur des hydrocarbures, le défi réside dans le développement des capacités de stockage et la diversification des sources d'approvisionnement du pays en produits pétroliers.

63. Concernant le secteur eau, outre le programme d'investissement prévu dans le cadre de la concession, la politique gouvernementale en la matière en chantier depuis 2000 a pour objectif de permettre au plus grand nombre de maliens d'avoir accès à l'eau potable et de vivre dans un environnement assaini. Il doit être matérialisé à l'horizon 2007, par la mise de l'eau à la disposition de tous les centres de plus de 2.000 habitants par la réalisation d'adduction d'eau.

64. La politique dans le secteur de l'eau portera également sur le suivi et la protection environnementale des ressources en eau du pays.

## **6) SECTEUR DE LA COMMUNICATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION**

65. Le secteur de la communication écrite et audiovisuelle a connu une véritable explosion après les événements de mars 1991. Nous enregistrons aujourd'hui une multitude de journaux, de radios rurales et privées. Cette situation hisse notre pays au rang de pays pilote dans la sous-région.

66. Le Gouvernement s'attache à consolider ces acquis considérables. En matière de communication audiovisuelle, la politique prévue pour les cinq prochaines années vise l'extension des réseaux de diffusion TV- FM à l'ensemble du territoire national. Dans le domaine postal, l'objectif recherché est de poursuivre la consolidation et la modernisation de l'Office National des Postes grâce aux nouvelles Technologies de l'information, pour le maintien du service public, tout en adaptant le cadre réglementaire actuel à l'environnement national et international.

67. Les télécommunications constituent un domaine dans lequel le Mali tient difficilement la comparaison par rapport aux pays de la sous-région. Notre handicap se situe aussi bien dans la faiblesse de l'accès du plus grand nombre aux différents types de technologies de la communication que dans le coût d'usage de ces services.

68. Notre objectif sera d'assurer l'accès des ménages et des entreprises aux services de communication de qualité et à des tarifs compétitifs y compris dans les zones rurales. A l'horizon 2007, toutes les localités de plus de 5 000 habitants devraient être raccordées au réseau téléphonique.

69. Déjà en 2003, les effets positifs de la nouvelle politique sectorielle des télécommunications se sont faits sentir sur les prix, l'offre et le développement des télécommunications au Mali.

70. L'ouverture du capital de la Société des télécommunications du Mali (SOTELMA) est en cours. L'objectif est de trouver un partenaire de référence, qui aura en charge la mobilisation des ressources nécessaires au développement de cette société. Outre la SOTELMA, une autre société, IKATEL, est installée au Mali depuis 2002 et est opérationnelle dans le cadre de la téléphonie mobile. Le cahier de charge de cette société prévoit aussi le téléphone fixe.

71. Les Nouvelles technologies de l'information constituent une opportunité pour notre pays aussi bien pour l'Administration, les collectivités décentralisées que pour les entreprises compte tenu de l'étendue du territoire et de son enclavement.

## **7) SECTEUR DES TRANSPORTS**

72. Les infrastructures de transport demeurent encore très faibles au regard de l'immense besoin que représente l'évacuation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Mali des produits agricoles et industriels.

73. La politique du gouvernement en matière de transport routier consiste à accélérer l'aménagement des routes principales et des pistes agricoles pour constituer un réseau interconnecté reliant les centres de production aux marchés nationaux et sous-régionaux. Les objectifs spécifiques dans ce domaine porteront sur la poursuite du désenclavement intérieur. Des actions sont en cours pour relier le pays avec tous les ports des pays voisins.

74. Pour les transports ferroviaire et aérien, les réformes entreprises concernent: la mise en concession du Chemin de Fer (effective depuis septembre 2003); la cession de la gestion des Aéroports du Mali (ADM) à un concessionnaire privé (en cours); la privatisation de l'entretien courant des routes déjà réalisée avec la création de l'AGEROUTE; et l'institution des mécanismes de financement de cet entretien par les usagers à travers un système de péage.

75. Dans le cadre du transport fluvial, l'accent sera mis sur l'amélioration de la navigabilité du fleuve Niger, notamment à travers les travaux de dragage, l'aménagement de ports, quais et l'acquisition de moyens de navigation.

## **8) SECTEUR INFORMEL**

76. De façon générale les activités économiques réelles sont marquées par l'existence d'un secteur informel dont la part ne cesse de croître dans le PIB. Les activités du secteur tertiaire notamment le commerce ressentent le plus l'impact de l'informel.



## **B) ANALYSE DU CADRE DE FORMULATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES PRATIQUES COMMERCIALES**

### ***OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET SPÉCIFIQUES DE LA POLITIQUE COMMERCIALE***

77. Les objectifs de la politique commerciale du Mali, s'inscrivent dans l'objectif économique global du pays: création d'emplois, accroissement des niveaux de vie par une augmentation durable du taux de croissance économique et affectation plus efficiente des ressources.

78. Les efforts entrepris depuis les années 1980 par les autorités maliennes en vue de libéraliser l'économie nationale se sont poursuivis. Ils se sont traduits par une simplification du cadre législatif et réglementaire.

79. Dans la poursuite de cette oeuvre, les barrières tarifaires et non tarifaires ont été supprimées dans le cadre des mesures de libéralisation adoptées par l'OMC. Ces acquis seront préservés et consolidés pour une meilleure participation aux activités sous régionales, régionales et internationales.

80. Les objectifs et les actions spécifiques poursuivis par cette politique commerciale visent entre autres:

- l'augmentation de nos capacités d'exportation à travers une politique de diversification de nos produits à l'exportation;
- l'amélioration de l'accès aux marchés pour nos produits et veiller au respect des engagements pris dans le cadre du commerce multilatéral;
- la régulation et l'assainissement des marchés par une plus grande clarification des fonctions et rôle des acteurs;
- l'exploitation au mieux des avantages offerts par le commerce international (l'assistance technique).

81. L'élaboration de la politique commerciale du Mali relève des structures de l'administration avec une participation des structures du secteur privé et des organisations non gouvernementales.

82. Le Ministre de l'Industrie et du Commerce est chargé de la conception, de l'évaluation et de la mise en application de la politique commerciale et industrielle. Il est assisté dans cette mission par son homologue de l'économie et des finances qui a sous sa responsabilité entre autres le service de la douane.

83. Il peut à tout moment s'adjoindre la compétence de toute structure de la nation impliquée dans la politique commerciale du pays.

84. Sous l'autorité du Ministre de l'Industrie et du Commerce se trouve la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence, service technique chargé de l'élaboration, de l'application et du suivi de la politique commerciale.

### ***LES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE***

85. Les principaux instruments de la politique commerciale du Mali sont le code de commerce et le tarif. D'autres mesures sont également prévues dans les textes du commerce extérieur pour réglementer le commerce.

## Mesures législatives et réglementaires

### Commerce intérieur et extérieur

86. Le code de commerce adopté par la Loi n°92-002 du 27 août 1992 reste le texte de référence. Il régit le commerce, les activités commerciales et le cadre institutionnel dans lequel ils s'exercent en République du Mali.

87. Il a été modifié par la loi n° 01-042 / AN-RM du 07 juin 2001 qui précise que l'exercice des activités commerciales pour les personnes étrangères physiques ou morales n'est pas soumis à l'agrément préalable du ministre chargé du commerce.

88. Toutefois, l'exercice de certaines activités commerciales peut être soumis à l'octroi d'un agrément sans considération de nationalité, par arrêté du ministre chargé du commerce ou par décret pris en Conseil des Ministres.

89. En Afrique, les dispositions relatives aux droits des affaires des différents pays sont uniformisées par les textes "Actes uniformes" de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du droit des Affaires (OHADA).

90. Depuis 2000, sept Actes uniformes de l'OHADA sont progressivement entrés en vigueur au Mali. Ainsi, compte tenu de leur primauté sur la législation nationale, ils ont remplacé toutes les dispositions similaires ou contraires du code du commerce.

91. Ces travaux ont été entrepris pour harmoniser le code du commerce avec les Actes uniformes de l'OHADA pour en faire un document unique facile à exécuter pour les utilisateurs.

92. Le commerce extérieur est régi par le Décret 00-505 / P-RM du Oct. 2000 portant réglementation du commerce extérieur. Depuis 1989, le commerce extérieur comprend deux régimes: le régime des échanges commerciaux libérés et le régime de prohibition.

93. La prohibition peut être restrictive ou absolue.

94. Toutefois, le Gouvernement peut soumettre l'importation ou l'exportation de certaines marchandises à d'autres dispositions particulières entre autres pour des raisons:

- ✓ de santé, de sécurité ou de morale publique;
- ✓ de défense des intérêts des consommateurs;
- ✓ de protection de la propriété industrielle ou commerciale;
- ✓ de protection de l'origine et de trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique;

95. Sont habilitées à effectuer au Mali les opérations de commerce extérieur les personnes physiques ou morales inscrites au registre du commerce et de crédit mobilier, disposant d'une carte d'identification fiscale et d'une patente en cours de validité.

96. Les opérations du commerce extérieur sont simplifiées et regroupées au niveau d'un seul bureau appelé "guichet unique" du commerce extérieur où sont représentés les structures impliquées dans l'accomplissement des formalités du commerce extérieur: la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence, la Direction Nationale du le Trésor et de la Comptabilité Publique, le Conseil

National du Patronat du Mali, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, la société d'Inspection avant expédition des marchandises.

97. Les opérations d'importation et d'exportation s'effectuent à travers un document appelé intention d'importation ou intention d'exportation dont la délivrance est automatique et se fait dans un délai maximum de 24 heures.

98. Il a été institué un Programme de Vérification des Importations depuis 1989 qui donne mandat à une société d'inspection avant expédition de procéder au contrôle des marchandises avant leur embarquement à destination du Mali.

99. Les principaux objectifs visés par le programme de vérification des importations (PVI) sont:

- la bonne maîtrise des flux des échanges extérieurs;
- la sécurisation des recettes douanières;
- la protection des consommateurs et des intérêts des opérateurs économiques.

#### La politique de la concurrence

100. Le Mali a opté pour la politique de la libéralisation qui concerne entre autres: la libéralisation des échanges commerciaux, la libéralisation des prix et la liberté d'entreprise.

101. Cette politique a conduit l'État à déconcentrer ses activités et développer son rôle de régulateur et d'arbitre notamment dans les domaines du droit de la concurrence pour instaurer une concurrence saine et loyale et rendre le marché plus transparent.

102. L'Ordonnance N°92-021 / P-CTSP du 13 avril 1992 instituant la liberté des prix et de la concurrence, en vigueur depuis 1992 a entièrement libéralisé les prix et instauré la compétition. Elle détermine et sanctionne les abus et les pratiques restrictives à la concurrence.

103. La législation de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) relative aux pratiques anticoncurrentielles est entrée en vigueur au Mali depuis janvier 2003. Elle complète la législation nationale qui traite des pratiques de concurrence déloyale.

#### La fiscalité intérieure

104. La simplification et la modernisation des procédures ont contribué à améliorer la maîtrise de l'assiette. L'instauration d'un impôt synthétique et l'uniformisation de la TVA qui a remplacé l'IAS (Impôt sur les Affaires et Services) dans l'espace communautaire UEMOA sont les traits caractéristiques en matière de fiscalité intérieure.

105. La taxe Conjoncturelle d'Importation (TCI) est appliquée à titre exceptionnel à un seul produit: le sucre.

106. L'arrêté n° 2034 /MEF-SG du 16 septembre 2003 a institué des valeurs de référence sur certains produits dont les farines de froment et de méteil, les pâtes alimentaires, les tissus de coton (teints, blanchis, imprimés) etc..

107. Il existe au niveau de la Commission de l'UEMOA un code antidumping et un code de sauvegarde qui ne sont pas encore entrés en vigueur.

### **Mesures tarifaires**

108. Le Tarif Extérieur Commun (TEC), en vigueur depuis janvier 2000 au sein de l'UEMOA reste l'outil de référence.

109. Dans le cadre des échanges multilatéraux, le Mali a procédé à la consolidation des droits de douane conformément aux dispositions de l'OMC. Toutefois, le niveau des droits appliqués reste en deçà des droits consolidés.

### ***LES ACCORDS CADRES DE LA POLITIQUE COMMERCIALE***

#### **Les accords commerciaux bilatéraux**

110. Depuis l'entrée en vigueur du traité de l'UEMOA, les accords commerciaux bilatéraux signés par chaque pays membre de l'Union avec un pays tiers sont devenus caducs. Seule la Commission de l'UEMOA est compétente à signer les accords de commerce et d'investissement avec les pays tiers.

111. Un accord non préférentiel relatif au développement des relations de commerce et d'investissement entre les États-Unis d'Amérique et l'UEMOA a été signé le 24 avril 2002. D'autres accords sont en cours de préparation avec l'Algérie, l'Égypte, le Liban, le Maroc et la Tunisie.

#### **Les accords commerciaux régionaux**

112. Le Mali est membre de la CEDEAO, de l'UEMOA, de la CEN-SAD. Ces accords visent une intégration des économies de leurs membres pour créer un environnement propice au développement des échanges commerciaux.

113. L'UEMOA a fait des progrès remarquables dans la libéralisation des échanges commerciaux. Le régime préférentiel accorde la franchise aux produits du crû et aux produits de l'artisanat traditionnel originaires de l'Union depuis 1996 et aux produits industriels originaires agréés depuis 2000.

114. Au niveau de la CEDEAO, ces mêmes avantages sont accordés aux produits du crû et aux produits de l'artisanat traditionnel originaires de la communauté.

115. Les produits non originaires sont soumis au TEC sur la base d'une nomenclature tarifaire et statistique commune et un régime commun de valeur en douane de marchandise.

116. Des droits supplémentaires sont en vigueur avec une redevance statistique (RS) et un prélèvement communautaire de solidarité (PCS) qui permet de financer le fonds de compensation des moins values des recettes douanières. Ce système prend fin en 2006.

117. Le Mali est partie prenante de l'Accord de partenariat ACP/UE communément appelé "Accord de Cotonou" signé à Cotonou le 23 juin 2000 et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2003. Il est également membre du traité de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), de l'Union Africaine, de la Banque Ouest Afrique de Développement (BOAD), de la BCEAO, de Banque Africaine de Développement (BAD) et de l'Organisation de la Conférence Islamique.

## **Les accords commerciaux multilatéraux**

118. Le Mali est membre originel de l'OMC depuis le 31 mai 1995. Au sein de cette organisation le statut de PMA lui est reconnu. Le Mali a pris des engagements dans tous les accords multilatéraux de l'OMC. Pour les accords plurilatéraux par contre, il n'a pas fait d'engagement.

### **1) ENGAGEMENTS DU MALI A L'OMC**

#### **a) Commerce des marchandises**

119. Au moment de son adhésion à l'OMC, le Mali a consolidé au taux plafond de 60% le droit de douane de l'ensemble des produits agricoles cités à l'annexe de l'Accord sur l'agriculture. Les produits des chapitres 44, 81 et 92 du système harmonisé ont été également consolidés au même taux. Les autres impositions et taxes sur les importations de ces produits ont été consolidées à 50%. Le Gouvernement du Mali a soumis ses données tarifaires à la base des données intégrées (IDB) en 1999 et en 2003.

120. En application du règlement n°5/99/CM/UEMOA du 06 août 1999 relatif à la détermination de la valeur en douane des marchandises importées, le Mali a pris des dispositions pour la mise en œuvre de la valeur transactionnelle par l'adoption de l'Arrêté N° 2582 /MEF-SG du 31 Déc. 2002 portant modalité de détermination de la Valeur en Douane des marchandises importées. Ce texte est entré en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### **b) Commerce des services**

121. Les engagements du Mali en matière de commerce de service porte sur les activités liées au tourisme et à l'enseignement des adultes.

#### **c) Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce**

122. Le Mali est signataire de l'Accord de Bangui révisé portant création de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI). Il a enregistré au titre de cet accord:

- en 2002: 6 brevets d'invention, 27 marques de produits et de service, 23 noms commerciaux et 5 dessins et Modèles industriels.
- en 2003: 10 brevets d'invention, 34 marques de produits et de service, 25 noms commerciaux et 17 dessins et Modèles industriels.

Concernant les droits d'Auteurs, les textes sont en relecture.

### **2) LES OBLIGATIONS**

#### **a) Notifications**

123. Conformément aux dispositions de l'OMC, le Mali procède aux différentes notifications requises. Toutefois, il rencontre des difficultés réelles pour accomplir cette obligation. Ces difficultés sont liées d'une part aux contraintes dans la collecte et le traitement de l'information et d'autre part à l'insuffisance dans la formation de ressources humaines en charge de la préparation de ces notifications.

**b) Examen de politique commerciale**

124. Le Mali participe aujourd'hui à son second examen de politique commerciale. La première a eu lieu en 1998 et depuis le contexte économique et commercial a subi de changements notables.

**3) PARTICIPATION AUX ACTIVITES DE L'OMC**

125. Le Mali a ouvert une mission permanente à Genève en 2002 et participe régulièrement aux négociations commerciales à l'OMC. Il a été présent à toutes les conférences ministérielles de cette organisation notamment à Cancun où avec d'autres pays africains producteurs de coton, il a dénoncé les subventions sur le coton pratiquées par certains pays développés. Ses positions de négociation s'harmonisent avec celles des pays du groupe africain, des ACP et des PMA.

126. Le Mali participe aux séminaires, ateliers et aux cours de politiques commerciales organisés par l'OMC à l'intention des pays membres.

***ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE***

127. Le Mali, PMA au sein de l'OMC, entend exploiter au mieux l'assistance technique qui lui est fournie pour mieux s'insérer dans le système commercial multilatéral.

128. Le constat aujourd'hui est la faiblesse de la capacité des ressources humaines et des moyens de production. Cela constitue un handicap pour la compréhension des accords de l'OMC en vue de mieux se préparer et affronter les négociations commerciales, régionales et internationales. Cette situation limite également les possibilités de l'offre exportable.

129. A la conférence ministérielle de l'OMC à Singapour, il a été fait le constat de la faible participation des pays en développement au commerce international. Les pays développés à travers le cadre intégré piloté par le CCI, l'OMC, la CNUCED, La Banque Mondiale, le PNUD et le FMI ont pris l'initiative d'appuyer les pays en développement membres et ceux d'Afrique en particulier pour améliorer l'accès aux marchés de leurs produits, renforcer leur capacité de production et les ressources humaines et institutionnelles.

130. Le Mali participe à la seconde phase du cadre intégré. Il est également retenu dans le Programme Conjoint d'Assistance Technique liée au Commerce (JITAP). Ces initiatives constituent des opportunités sûres pour favoriser l'intégration de notre pays dans le système commercial multilatéral.

131. Pour s'acquitter de ses engagements et des ses obligations et participer pleinement aux activités de l'OMC et des autres organisations de développement sous régionales et régionales, le Mali a procédé à la création des organes et institutions suivants:

- Décision N°10 /MICA-SG du 27 mars 1998, portant création d'une Commission Nationale de Suivi des Accords de l'OMC et des Relations avec la CNUCED;
- Décision N°16 /MICA-SG du 4 avril 1998, portant création d'une Cellule de Suivi des Accords de l'OMC et des Relations avec la CNUCED;
- Décret N°03 294../ PM-RM du 22 juillet 2003 portant création du Comité interministériel de Suivi et du Comité de Pilotage du Cadre Intégré du Commerce;

- Décision N°30/ MIC-SG du 3 juin 2003 portant création du Comité de Pilotage du Programme Intégré Conjoint d'Assistance Technique (JITAP) du Ministre de l'Industrie et du Commerce;

132. Le Mali depuis octobre 2000 est éligible à la Loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA). Il a obtenu le visa pour les textiles en décembre 2003. L'AGOA rentre dans le cadre des préférences tarifaires non réciproques et a pour objectif de promouvoir la croissance économique des pays de l'Afrique subsaharienne, d'encourager le commerce et les investissements entre les États-Unis d'Amérique et les pays de l'Afrique Subsaharienne.

#### IV. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

133. Le Mali est très ouvert au reste du monde sur le plan commercial. Il reste attaché au système commercial multilatéral et considère le commerce comme un facteur de croissance durable.

134. Sa volonté est d'améliorer sa participation au commerce international. Pour cela, il vise:

- le renforcement de la capacité de ses ressources humaines par la formation des acteurs nationaux du commerce;
- l'augmentation de son offre exportable dans les domaines du commerce des marchandises et des services;
- la protection de la propriété intellectuelle nationale et du savoir faire traditionnel.

135. Pour atteindre ces objectifs, le Mali, dans le cadre de la coopération avec ses partenaires commerciaux multilatéraux et avec l'OMC, souhaite:

- le renforcement de la coopération technique à travers des ateliers et des séminaires nationaux et régionaux pour une meilleure compréhension des accords commerciaux multilatéraux;
- la mise en œuvre du cadre intégré pour augmenter et diversifier ses offres de marchandises et de services;
- la mise en œuvre des accords de l'OMC et une plus grande justice dans les échanges commerciaux internationaux par l'élimination des mauvaises pratiques commerciales notamment l'utilisation des subventions et les obstacles techniques au commerce non justifiés.

#### V. CONCLUSION

136. Le Mali est engagé dans l'instauration d'une économie libérale. Il a procédé à de nombreuses réformes pour créer un environnement favorable au développement de l'initiative privée et de l'ouverture de son économie sur l'extérieur.

137. Au plan national, les réformes politiques ont permis l'instauration d'un pouvoir démocratique accompagné d'une décentralisation impliquant de plus en plus les collectivités locales dans la prise de décision au niveau national.

138. La réforme judiciaire en cours permet de sécuriser le cadre des affaires.

139. Les réformes des différents secteurs de l'économie, menées seul ou de concert avec les partenaires sous-régionaux ou régionaux visent à asseoir une économie performante et compétitive.

140. La capacité de l'offre exportable est demeurée faible et peu diversifiée. Le principal produit d'exportation du Mali "le coton" reste confronté aux subventions agricoles des pays riches aggravant du coup la marginalisation de notre pays dans le système commercial multilatéral.

141. Une juste rémunération des efforts des PMA dont le Mali s'avère nécessaire pour garantir l'équité que prône l'Organisation.

142. Le Mali compte sur l'assistance technique des ses partenaires bilatéraux et multilatéraux pour, une bonne maîtrise des mécanismes et des règles du système commercial multilatéral, l'amélioration de sa capacité de production et l'application correcte des accords commerciaux multilatéraux.

143. Il fonde un espoir certain sur le Cadre Intégré et le JITAP susceptibles de contribuer à sa plus grande insertion dans le commerce mondial.

---